Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082

% LIGNES D'ATTAC

liège

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°126 | septembre - novembre 2026 | 1,5 €



- ► *Jeudi 17 septembre, 19 h, Ronde de livres, Barricade*
- ► *Mardi 22 septembre, 19 h, soirée de rentrée, Barricade*
- ► *Samedi 26 septembre, 10 h, Manipulations de l'histoire, Leonardo*
- ► *Mardi 29 septembre, 19h30, Colaire scolère, Barricade*

Éditeur responsable : Christine Pagnoulle, avenue du Hêtre, 12 • 4000 Liège • Bureau de dépôt, Liège X

ÉDITO

Il a fait chaud ? Tellement que la mortalité a explosé, que nous vivons une sécheresse sans précédent, que des centaines de milliers d'hectares de végétation sont réduits en cendre, y compris nos Fagnes. Pourtant, les mesures pour tenter d'enrayer le dérèglement climatique et protéger la biodiversité et le couvert végétal, ça pouvait attendre. C'est d'ailleurs le moment que choisit le gouvernement pour morceler et définancer le Département Nature et Forêts. Dans le même temps, le gouvernement français impose le vote d'une loi d'urgence agricole qui réintroduit l'usage de néonicotinoïdes, favorise l'élevage intensif et rend plus difficile la gestion des zones humides. Tout va bien. D'ailleurs, tout se passe comme prévu, juste plus vite.

Le parti Écolo formule une série de propositions, pour **s'adapter** à ces vagues de chaleur[1]. Elles sont toutes à soutenir (évidemment il faut planter des arbres, donner accès aux espaces verts, isoler, blanchir, verdir, ouvrir des piscines en plein air, cesser d'élaguer ou de désherber pendant les vagues de chaleur). Pourtant malgré le titre, la portée politique reste limitée (bien qu'énorme au regard des politiques actuelles). En revanche, plusieurs dossiers (dont *Occupons le terrain*…) rappellent que ces dérèglements sont la conséquences de notre **modèle économique**, donc aussi du mode de vie de beaucoup d'entre nous, apparemment délivrés de bien des fardeaux quotidiens mais en fait dépendant des énergies fossiles, de plein de machines (y compris l'ordinateur sur lequel ces lignes sont rédigées) et de travailleur·euses souvent invisibles (dans les mines, les entrepôts, les ateliers de confection ou d'assemblage, au volant de camions…). La chasse aux climatiseurs fin juin est un exemple extrême de comportement paradoxal, puisque nous savons que chacun de ces appareils augmente la température extérieure. Le recours (souvent à notre insu) à l'intelligence artificielle générative a des conséquences environnementales difficilement calculables (en termes de consommation d'eau et d'énergie, d'occupation des terres) et offre une illustration éloquente de ce qui nous empêche d'exiger des mesures radicales et changer nous-mêmes – c'est tellement facile, tellement rapide, et gratifiant par-dessus le marché !

Donc oui, le numérique, la surconsommation, le commerce international, les voyages au long cours… autant de causes identifiables à la dégradation de notre environnement.

1. https://s.42l.fr/attac_126_01

Mais les **conflits armés** aussi, le répéterons-nous jamais assez ? Que venaient nous écrire les gamins à La Semo pour décrire le monde dont ils rêvent ? « *Pas de guerre* », « *Un monde en Paix* ».

Mesures pour préserver l'habitabilité future de notre planète ? Rien au niveau européen ou fédéral (que du contraire). Pas grand-chose au niveau communal : quelques arbres plantés, quelques espaces verts préservés – mais bien peu de moyens en personnel de terrain. Or il faut trois anà un garde forestier pour connaître son triage ; il en serait de même pour un garde champêtre dans son quartier .

Mesures pour restaurer des protections sociales bien nécessaires ? Tout le contraire ! Le **détricotage** se poursuit. Après la suppression d'allocations de chômage, la mise au travail de malades de longue durée, l'extension des flexi-jobs et du travail étudiant, la limitation des heures de travail de nuit, entre autres, les dernières décisions en date, ce sont l'offensive contre la pension des artistes et l'introduction des contrats de travail à 1/10e temps. Attaqués sur plusieurs fronts (statut, calcul des pensions, nombre d'heures en classe…), les enseignant·es se battent comme elles peuvent, et ce n'est pas facile quand faire grève, ne pas donner cours, leur est reproché comme une 'prise d'otages' ; ils ont heureusement des élèves et des parents à leurs côtés.

Malgré de grandes manifestations intersectorielles, les réactions sont fragmentées. Or tous les secteurs du monde du travail sont concernés. Pourquoi pas un grand mouvement, une grève générale ? Nous savons que le chantage à la dette et aux impératifs budgétaires est un mensonge, que l'argent est là. Olivier Bonfond l'a démontré dans *MaTribune*. Même Bruno Colmant demande une véritable **réforme fiscale**. Rien de bien révolutionnaire, juste la volonté de rétablir les tranches d'imposition supérieure et de taxer les revenus mobiliers de la même façon que les revenus du travail (et bien sûr dans le même temps de lutter efficacement contre la fraude et l'évasion fiscales). On peut y ajouter supprimer l'assistanat aux riches dont question plus loin, introduire une taxe contre la spéculation, telle que réclamée par ATTAC dès sa création.

Alors oui, il y a à faire. Sachant que même si ces luttes sociales étaient victorieuses, nous ne serions pas encore tirés d'affaire si nous restons dans le système économique actuel.

Bonne rentrée !

LES « ASSISTÉS » NE SONT PAS CEUX QUE L'ON CROIT

*CONTRE LE FANTASME DE L'ASSISTANAT **

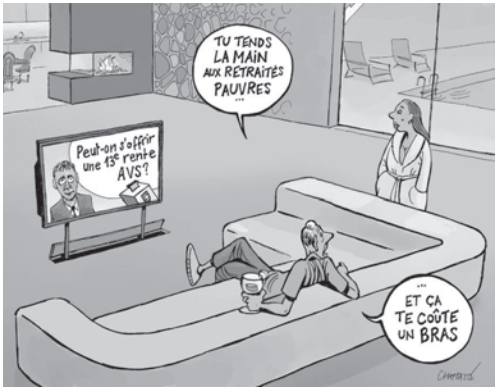
Daniel Puissant

Une publication de l'InES interroge la rhétorique de « l'assistanat » à partir d'une analyse des transferts publics. En examinant les dépenses fiscales, avantages parafiscaux et dispositifs dérogatoires, elle montre que les soutiens les plus massifs et les moins visibles bénéficient principalement aux ménages les plus aisés. Loin de corriger les inégalités, ces mécanismes contribuent à une redistribution inversée.

> *Centrale depuis des années dans le débat public, la dénonciation de « l'assistanat » alimente l'idée d'un État « trop généreux » envers les plus pauvres, d'une société où la solidarité serait devenue complaisance et où la responsabilité individuelle devrait reprendre le dessus. Cette rhétorique, loin d'être neutre, substitue à la notion de droits sociaux celle de dépendance, transformant l'aide en soupçon. Mais un examen attentif des dispositifs concrets de transfert – qu'ils soient fiscaux, parafiscaux ou budgétaires – raconte une tout autre histoire.*

Il importe de rappeler d'emblée un constat budgétaire : **pour les finances publiques, verser une allocation ou accorder une déduction, une exonération ou un avantage fiscal revient strictement au même.** Dans les deux cas, il s'agit d'un transfert financé par la collectivité. La distinction, pourtant omniprésente dans le débat, n'est donc pas économique mais symbolique : certaines formes d'aide sont qualifiées « d'assistanat » quand d'autres sont parées des vertus de l'« incitation » ou de la « stimulation de l'investissement ».

Or, loin de se limiter aux politiques sociales, les ressources publiques irriguent un ensemble d'avantages beaucoup plus discrets, intégrés au droit fiscal et au fonctionnement du marché du travail. Voitures de société, budgets mobilité, titres-services, statuts d'indépendants, niches d'épargne, fiscalité immobilière avantageuse, sociétés de management : ces mécanismes mobilisent des



* D'après une note du groupe de réflexion InES (Inclusion, Égalité Solidarité : https://s.42l.fr/attac_126_04)

montants considérables et bénéficient prioritairement aux *déciles supérieures* et aux détenteur·ices de capital économique et culturel. Tandis que les aides aux plus fragiles sont rendues hypervisibles, conditionnelles et stigmatisées, les soutiens accordés aux catégories favorisées demeurent largement invisibles et ne sont, eux, jamais qualifiés « d'assistanat ».

La note de l'INES propose donc de partir de quelques exemples pour montrer combien la rhétorique de « l'assistanat » inverse la réalité des flux : les aides les plus massives, les plus durables et les moins contestées sont dirigées vers les populations les mieux dotées, tandis que les dispositifs destinés aux plus vulnérables sont les plus surveillés, les plus critiqués et les plus remis en cause. C'est ainsi que la **redistribution, au lieu de corriger les inégalités, contribue à les consolider**.[1]

1. **Pensions complémentaires de 2e et 3e piliers** : prises ensemble, les dépenses fiscales consacrées aux 2e et 3e piliers s'élèvent entre 2,45 et 2,74 milliards d'euros par an.
2. **Indépendant·es : un financement de la protection sociale à forte composante publique.** (Le régime social des travailleur·euses indépendant·es repose sur un système de cotisations spécifiques calculées sur le revenu professionnel net imposable, distinct de celui des salariés. Les chiffres officiels de l'INASTI pour le budget 2025 indiquent que ce régime est financé à 54 % par les cotisations sociales et à 44 % par des subventions de l'État. Dans les faits, ce mécanisme constitue un transfert implicite de la collectivité vers des indépendant·es souvent situé·es dans les déciles moyens et supérieurs du revenu. Il accentue une dynamique régressive: plus le revenu est élevé, moins la part contributive est importante.
3. **Les voitures de société : un transfert fiscal au profit des déciles supérieurs**. En Belgique, on dénombre aujourd'hui plus de 750 000 véhicules de société en circulation. Leur régime fiscal et social constitue un avantage en nature fortement défiscalisé, représentant un coût public estimé entre **deux et quatre milliards d'euros** par an selon la Cour des comptes (2022), certaines évaluations plus récentes du Bureau fédéral du Plan le situant même entre troiset 6 milliards d'euros..
4. **Le budget mobilité : un nouveau vecteur d'optimisation fiscale**. Institué

1. Un autre détournement des fonds publics au profit de sociétés qui n'en ont nul besoin a fait l'objet d'une étude par le GRESEA mais n'est pas abordé ici : il s'agit de subsides à des entreprises en bénéfice (https://s.42l.fr/attac_126_03) →

comme alternative à la voiture de société, le budget mobilité permet aux employeur·euses d'octroyer à leurs travailleurs un montant forfaitaire, convertible en moyens de transport plus « durables » : voiture plus « verte », abonnement de transport public, vélo, voire participation au paiement du loyer ou du logement à proximité du travail.

Les premiers retours montrent que le budget mobilité peut être au moins aussi avantageux que la voiture de société lorsqu'il est optimisé (combinaison de leasing, remboursement de transports et de logement). Le dispositif tend ainsi à reproduire les mêmes biais redistributifs : les ménages les mieux dotés économiquement ou informés bénéficient davantage de cet avantage fiscal, tandis que les salarié·es moins aisé·es n'en tirent qu'un bénéfice limité.

5. **Les titres-services : un instrument régressif de politique sociale**. Le système des titres-services, présenté comme un instrument de régularisation de l'emploi domestique et de conciliation entre vie professionnelle et familiale, repose en réalité sur un lourd soutien public, à la fois par subvention directe et par avantages fiscaux. Concrètement, les pouvoirs publics couvrent environ 70 % du coût réel d'une prestation.
6. **La fiscalité immobilière : un pilier discret de l'accumulation patrimoniale**. Le régime fiscal applicable à l'immobilier en Belgique constitue l'un des angles morts les plus frappants de la (non-)progressivité fiscale. Le calcul de l'impôt sur les revenus locatifs repose encore, pour l'essentiel, sur le revenu cadastral, une valeur administrative fixée dans les années 1970 et très partiellement indexée depuis. Cette assiette reste donc largement déconnectée des loyers réellement perçus.
7. **Les sociétés de management et professions libérales :la fabrique institutionnelle de l'optimisation.** Les sociétés de management et professions libérales : la Le recours aux sociétés de management — c'est-à-dire le fait de faire transiter des revenus professionnels d'indépendants ou de professions libérales par une structure sociétale qu'ils contrôlent — constitue un levier majeur d'optimisation fiscale et sociale : le passage au statut de société de management permet de ramener la contribution fiscale et para-fiscale effective à environ 35 %, contre près de 60 % pour un salarié soumis au barème progressif de l'impôt des personnes physiques et environ 50 % pour un·e indépendant·e exerçant sans intermédiaire sociétaire. Cette différence crée une distorsion claire au regard du principe de progressivité, en permettant aux revenus les plus élevés de réduire sensiblement leur charge fiscale et sociale.

QUI PROTÉGERA ENCORE NOS FORÊTS ?



Le gros résineux est un douglas (pseudotsuga menziesii) L'adulte à son pied donne une idée de sa hauteur.

Les administrations les plus précieuses sont souvent celles dont on ne parle presque jamais… jusqu'au jour où l'on décide de les transformer. C'est aujourd'hui le cas du Département de la Nature et des Forêts (DNF). Depuis plus d'un siècle, ses agents veillent sur **la forêt publique wallonne.** La Wallonie compte près de **563 000 hectares de forêt,** répartis presque à parts égales entre propriétés publiques et privées. Les agents du DNF gèrent la forêt publique et appliquent le Code forestier. Mais leur métier ne se limite pas à gérer des arbres : **ils protègent la biodiversité, assurent la police de l'environnement, préviennent les incendies, luttent contre le braconnage**, accompagnent les communes et arbitrent entre les enjeux économiques, écologiques et sociaux.

Les récits publiés par **Franck Renard** sur ses réseaux sociaux rappellent cette réalité méconnue. Il raconte notamment une opération mobilisant trente-cinq agents, l'Unité anti-braconnage et la police, qui permit de démanteler un important trafic d'oiseaux protégés. Dans un autre témoignage consacré au martelage, il explique que derrière chaque arbre marqué se cachent des heures d'observation et d'analyse pour préparer une forêt plus résiliente et adaptée aux défis climatiques. Bien loin de l'image du simple « garde forestier », ces missions reposent sur une connaissance intime du territoire.

C'est précisément cette organisation intégrée au fonctionnement transversal que le gouvernement MR – Les Engagés envisage aujourd'hui de **morceler. Selon les informations disponibles, le DNF serait scindé en plusieurs structures distinctes, séparant notamment les missions de police, de gestion forestière et de nature-chasse.** Une note interne révélée par la journaliste Pascale Serret dans *L'Avenir* met en garde contre une réforme qui ferait perdre la cohérence territoriale et la transversalité qui font aujourd'hui la force du département. Les anciens inspecteurs généraux **Philippe Blerot et Jean-Pierre Scohy** dénoncent



Les gardes forestiers marquent de leur marteau avec ce signe de lion dans un hexagone (sceau royal) les arbres à couper par eux pour l'éclaircie, ce qui empêche les acheteurs de bois d'en ajouter et donc de voler les ressources du DNF.

eux aussi une logique de spécialisation qui casserait une vision « à 360° » construite au fil des décennies[1].

Les difficultés du DNF découlent avant tout d'un manque chronique de moyens humains et financiers, alors même que ses missions n'ont cessé de s'étendre. Réduire les moyens et fragmenter les missions constitue donc l'exact inverse de la réponse attendue. Cette réforme va aggraver les difficultés existantes, diluer les responsabilités, rompre le lien avec le territoire et compromettre des décennies d'efforts pour construire une gestion transversale et intégrée des espaces naturels et forestiers.

Une autre inquiétude ne peut être ignorée. Sans être affichée comme un objectif officiel, une telle évolution pourrait faciliter, à terme, **l'externalisation, voire la privatisation** de certaines missions aujourd'hui assumées par le service public. Les forêts publiques ne sont pas un service marchand. Elles constituent un patrimoine commun, essentiel à la biodiversité, à la lutte contre le changement climatique, à la protection des sols, de l'eau et de notre qualité de vie. Leur gestion doit rester guidée par l'intérêt général.

Cette réforme interroge enfin notre **rapport au vivant**. Comme dans le film *Don't Look Up : Déni cosmique* (2021), il est parfois plus rassurant de détourner le regard que d'affronter une réalité inquiétante. Joanna Macy rappelle, dans Le *Travail qui relie*, que notre tristesse face à la dégradation du monde vivant est le signe de notre attachement à celui-ci. Cette émotion peut devenir une force d'action. Pierre Rabhi utilisait la métaphore du colibri pour rappeler que chacun peut faire sa part. Mais l'engagement individuel ne dispense jamais de défendre les institutions qui protègent le bien commun.

1. Sources : « Scission du DNF: «*Il ne faudra qu'une seule réunion du gouvernement pour tout casser* » par Pascale Serret, *L'Avenir* 13juillet 26 et « *Scission du DNF : la note interne en réaction à la "Mue"* » par Pascale Serret, *L'Avenir* 11 juillet26)

Il peut être nécessaire de réformer un service public, mais fragiliser un service qui protège notre patrimoine naturel serait une erreur lourde de conséquences. Les défis climatiques et écologiques exigent davantage de cohérence, davantage de présence sur le terrain et davantage de moyens. Certainement pas l'inverse.

PAS TOUCHE À MA SÉCU !

Le mercredi 15 avril 2026, ATTAC Liège, en partenariat avec le CAL Liège et le RWLP, a organisé une journée d'étude et de débat sur la Sécurité Sociale et son possible élargissement à deux branches : la sécurité sociale de l'alimentation (SSA) et la sécurité sociale du logement (SSL).

Un large public a participé à cette journée, qui a rassemblé 130 personnes, pour la plupart simples citoyens, ainsi que des étudiants et des bénévoles du monde associatif.

La sécurité sociale citoyenne et solidaire a 80 ans. Elle est véritablement le pilier de notre démocratie par la garantie des droits fondamentaux pour chaque habitant du pays.

Aujourd'hui elle est menacée. Le droit à des **allocations de chômage** est retiré à plus de 180000 travailleurs.euses. Les **allocations familiales** sont rabotées. **Les malades de longue durée** sont sommés de retrouver du travail. Les conditions pour obtenir une **pension de retraite** sont revues à la hausse et les montants à la baisse. Tandis que l'extension du système des flexi jobs à tous les secteurs et le plafonnement des cotisations sociales pour les salaires élevés accélèrent le dé financement de la sécurité sociale. Pensons aux millions d'euros de réduction de cotisation concédés aux entreprises, ou aux cadeaux fiscaux aux sociétés de management, qui ont un précompte de 18%, sociétés de management avec lesquelles 90% des médecins dans les hôpitaux touchent leurs salaires.

Car tout est marché, y compris la santé. Le remboursement des médicaments par les mutuelles se chiffre à 6 milliards d'euros. L'étude faite par Solidaris en 2023-2024 dénonce des superprofits d'environ un milliard d'euros par an réalisés par l'industrie pharmaceutique en Belgique, en raison de prix de médicaments pouvant atteindre 10 à 35 fois le coût de revient. Un modèle de « juste

prix » basé sur les coûts réels de production permettrait de réduire les dépenses de la sécurité sociale d'un milliard !
En réponse, les mouvements sociaux cherchent à collectiviser les colères pour sauver la solidarité.



© Patrick Chappatte . Avec l'aimable autorisation de l'auteur

Les montants des loyers vont croissants et prennent une part très importante du revenu mensuel. Dès lors, l'alimentation est une variable d'ajustement dans le budget. La santé est directement impactée.
Faut-il être de doux rêveurs pour penser non seulement garantir l'assurance sociale mais créer deux nouvelles branches ?

Les caisses alimentaires

Les caisses alimentaires, prélude à une vraie sécurité sociale de l'alimentation, sont des lieux d'exercice pratique de la démocratie.
L'histoire sociale a vu se développer la tradition des coopératives de consommateurs, les sociétés de secours mutuels, les caisses de grève (929 en 1905 !). Aujourd'hui les coopératives de petits producteurs, les épiceries solidaires contrecarrent la grande consommation et l'industrialisation alimentaire.
Le modèle agro-industriel dominant, fondé sur la recherche de profits, produit à la fois de l'abondance et de la faim, de la malnutrition et des maladies chroniques, tout en fragilisant les producteurs et en détruisant les écosystèmes

Pour remettre de la démocratie dans nos assiettes,
il faut sortir la nourriture du marché.

Les piliers de la SSA garantissent le retour de la démocratie dans nos assiettes. Ce sont l'universalité, la cotisation et le conventionnement. Une étude de faisa-

bilité économique sur 16 ans a été faite pour la FIAN par deux chercheurs de l'Université de Liège. , Gaëtan Vanloqueren et Frédéric Chomé.
La SSA est réaliste ; ce n'est pas une utopie. En France, ce sont déjà des dizaines de caisses alimentaires qui fonctionnent, rassemblant des milliers de participants. En Belgique, des caisses se créent, comme à Schaerbeeck.
A Liège, le Conseil de Politique Alimentaire de Liège Métropole soutient la mise en place d'un projet pilote en Outremeuse et la création d'une caisse alimentaire de Liège Métropole.,

Sortir le logement du marché.

De même, il faut sortir le logement de la spéculation financière.
Sait-on qu'à Liège il y a officiellement 197 000 habitants, mais qu'en réalité 230 000 personnes y vivent ? Il y a donc 33 000 sans chez-soi. À la rue, logés chez des amis ou de la famille… Or la rue tue. L'espérance de vie y est beaucoup plus courte. La santé y est catastrophique. La violence, un risque permanent.
Des alternatives ? Le syndicat des immenses (individus dans une merde matérielle énorme mais non sans exigences) et le projet DoucheFlux luttent contre le sans chez-soirisme Le syndicat SALSA à Liège (syndicat autonome des sans abris actifs) se bat pour le relogement des sans chez-soi.
Du côté des propriétaires, BADALA, les Bailleurs Acteurs du Droit au Logement Abordable offre une alternative à la spéculation locative.
Un autre monde est possible. Tous les intervenants de la journée l'ont déclaré : Christine Mahy, du RWLP, Jean-Pascal Labille, de Solidaris, Jean-François Tamellini, de la FGTB, Gaetan Van Lokeren, du département d'économie sociale de l'ULiège, Jean-Yves Buron, de la CATL, Nicolas Franka, de la monnaie locale le Val'Heureux, Laurent D'Ursel, du Syndicat des Immenses, Olivier Van Goethem du SALSA, Pierre Fontaine, conseiller à la Ville de Liège et chercheur à l'ULiège et Gregor Stangherlin, directeur du programme de cohésion sociale de la Ville de Liège.
Un mobilisation citoyenne et un bouillonnement intellectuel sont les préalables à la transformation de l'organisation sociale. C'est pour favoriser cette éclosion qu'ATTAC Liège proposait cette journée de réflexion. Nous prolongerons cette réflexion-action en 2026 -2027.

CARNET DE VOYAGE : RENCONTRE ANNUELLE DU RÉSEAU EUROPÉEN D'ATTAC

Sébastien Gouvars

Chaque année, les différents ATTAC d'Europe se retrouvent pour échanger sur leurs campagnes, confronter leurs expériences et tenter de mieux travailler ensemble. Cette fois, la rencontre avait lieu à Vienne, du 17 au 19 avril. Comme je n'avais pas encore participé à ce type de réunion, je n'avais jamais rencontré la plupart des personnes avec lesquelles nous échangeons à distance.

Le voyage en train pour m'y rendre est déjà une petite aventure. Retards, correspondances manquées, horaires flous… La Deutsche Bahn a une nouvelle fois démontré que la rigueur allemande connaît quelques exceptions ferroviaires. Je suis finalement arrivé à mon logement vers minuit. Petit problème : les clés se trouvaient dans une boîte placée dans la cour, derrière la porte principale, évidemment fermée. Heureusement, alors que je commençais à me demander où j'allais pouvoir dormir, un couple est entré dans l'immeuble. D'abord méfiants face à cet inconnu débarquant au milieu de la nuit, ils ont accepté de m'ouvrir, moyennant quelques explications.

Le lendemain, changement d'ambiance. Dès l'accueil, la rencontre s'est révélée très chaleureuse. Les personnes présentes venaient d'Autriche, d'Allemagne, de France, d'Italie, de Norvège, d'Espagne et de Belgique. ATTAC Hongrie est également intervenu à distance. Les discussions avaient beau se tenir principalement en anglais, avec les inévitables hésitations (surtout les miennes) et différences d'accent, on se sentait rapidement à l'aise.



Mais nous n'étions pas venus uniquement pour faire connaissance. Le programme était dense. Chaque organisation a pu présenter sa situation, ses campagnes et les difficultés qu'elle rencontre. J'ai notamment expliqué la réalité particulière d'ATTAC en Belgique, la fragmentation historique entre les groupes, nos difficultés financières et la nécessité de renforcer les collaborations.

Parmi les grands sujets abordés figuraient la montée de l'extrême droite et les réponses antifascistes, la militarisation de l'Europe et la campagne « Stop Rearm Europe », ainsi que l'offensive actuelle de dérégulation au niveau européen. Plusieurs échanges ont également porté sur les nouvelles formes de pouvoir économique : les géants du numérique, l'entreprise Palantir, les cryptomonnaies et les stablecoins, mais aussi le projet d'euro numérique.

Les questions de commerce international restent bien présentes dans les préoccupations d'ATTAC. Nous avons parlé de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, des tribunaux d'arbitrage permettant aux investisseurs d'attaquer les États, et de la difficulté croissante à mobiliser autour de traités très techniques dont les conséquences ne sont pas toujours immédiatement visibles.

L'écologie a, elle aussi, été abordée : limites planétaires, dette écologique, extractivisme, lithium et autres matières premières dites « critiques ». Comment éviter que la transition écologique serve de justification à une nouvelle course aux ressources, désormais aggravée par les besoins de l'industrie militaire ?

Nous avons enfin beaucoup parlé de notre propre fonctionnement. Comment mieux partager nos productions et nos campagnes ? Comment coordonner notre travail médiatique ? Comment relancer un espace européen réunissant les mouvements sociaux ? Un futur site international d'ATTAC a été présenté, ainsi que le projet d'un espace informatique commun permettant de stocker et de partager plus facilement nos documents. L'idée d'organiser davantage de rencontres thématiques et de webinaires entre les différents pays a également été avancée. Le Forum social mondial, prévu à Cotonou, au Bénin, occupait lui aussi une place importante dans les échanges.

Entre les réunions, j'ai surtout découvert Vienne à pied. Mon logement se trouvait à trois bons quart d'heure, du centre et du lieu de la rencontre. Mais la ville se prête bien à la promenade. Le samedi soir, une balade nous a conduits

jusqu'au Naschmarkt pour un repas collectif. Ces moments informels comptent presque autant que les réunions : les conversations se poursuivent, mais plus librement, autour d'un verre ou d'une assiette.

Je suis revenu de ce premier rendez-vous avec beaucoup d'informations, quelques nouveaux projets et surtout le sentiment d'avoir rencontré un réseau bien vivant. Les situations sont très différentes d'un pays à l'autre et malheureusement les moyens sont souvent limités. Mais l'accueil, la convivialité et l'envie de travailler ensemble étaient bien réels.

Coupe du monde 2026 : le quiz de la démesure

Quarante-huit équipes, cent et quatre matchs et trois pays hôtes : la Coupe du monde 2026 change clairement d'échelle. Derrière la grande fête du football se cachent aussi des distances vertigineuses, des enjeux économiques colossaux et un impact environnemental considérable. Mais avons-nous vraiment pris la mesure de cette démesure ? Testez vos connaissances avec ce quiz proposé par Alternatives Économiques.
https://s.42l.fr/attac_126_05



© Patrick Chappatte https://www.chappatte.com. Avec l'aimable autorisation de l'auteur

Qui a dit ?

« Limiter le chômage dans le temps est la réforme la plus communautaire que l'on puisse réaliser. »

❒Bart De Wever ❒ Theo Francken❒ David Clarinval ❒ Philippe Katerine

« Il ne faut pas être les idiots utiles de la mondialisation. »

❒Raoul Hedebouw ❒ Emmanuel Macron ❒ Georges-Louis Bouchez ❒ Aya Nakamura

« Le capitalisme de libre entreprise est le seul système juste. »

❒Javier Milei ❒ Donald Trump ❒ Elon Musk ❒ l'abbé Pierre

[Dans le cadre de sa condamnation] « *L'État de droit a été totalement violé.* »

❒Marine Le Pen ❒ Donald Trump ❒ Éric Zemmour ❒ Casimir

« *Un monde en chaos climatique ne peut pas être un monde en paix.* »

❒António Guterres ❒ Greta Thunberg ❒ Ursula von der Leyen ❒ Patrick Sébastien

Qui a fait ?

Qui est devenue la première femme présidente de la Chambre des représentants en Belgique ?

❒Éliane Tillieux ❒ Sophie Wilmès ❒ Zakia Khattabi ❒ la reine Mathilde

Qui a accordé des visas à des délégations iranienne et russe pour un sommet à Bruxelles ?

❒Didier Reynders ❒ Alexander De Croo ❒ Hadja Lahbib ❒ Dora l'exploratrice

Qui a fait du bitcoin une monnaie légale dans son pays ?

❒Javier Milei ❒ Nayib Bukele ❒ Elon Musk ❒ Picsou

Qui a porté une robe "Tax the Rich" au Met Gala ?

❒Alexandria Ocasio-Cortez ❒ Kamala Harris ❒ Greta Thunberg ❒ Paris Hilton

Qui a signé avec l'Albanie un accord pour y envoyer des personnes migrantes ?

❒Marine Le Pen ❒ Giorgia Meloni ❒ Ursula von der Leyen ❒ Albator

Solution du n° 125

Horizontal

4 Aliene
6 Fou
7 Dément
8 Braque
9 Détraqué

Vertical

1 Paranoïaque
2 Dingo
3 Psychotique
5 Dingue
6 Fada

ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE

Au milieu de l'été 2026 avec ses canicules et ses incendies sort le nouveau rapport publié conjointement par la FAO, le FIDA, l'OMS, le PAM et l'UNICEF, consacré au coût d'une alimentation saine, aux facteurs qui déterminent ce coût et aux interventions susceptibles de le réduire.

Voici quelques morceaux choisis :

Un recul de la faim dans le monde après plusieurs années de hausse marquée entre 2019 et 2021. En 2025, 7,8 % de la population mondiale souffrait de la faim, contre 8,1 % en 2024 et 8,6 % en 2022. Le nombre de personnes concernées est estimé entre 608 et 696 millions. Ainsi, l'évaluation de la faim dans le monde en 2025, établie à partir de la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD), indique une amélioration progressive pour la troisième année consécutive.

Le rapport note que la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée ou grave à l'échelle mondiale était systématiquement plus élevée dans les zones rurales que dans les zones périurbaines. Par ailleurs, les femmes demeuraient plus touchées que les hommes, et ce bien que la différence se soit atténuée entre 2024 et 2025.

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde devrait diminuer de 20 % au cours des cinq prochaines années, mais les projections indiquent que 510 millions à 520 millions de personnes souffriront encore de la faim en 2030, dont 56 % en Afrique. Les événements récents, notamment le conflit au Moyen-Orient, risquent de compromettre les progrès vers la réalisation de la cible 2.1 des ODD.

On estime que 25,8 % de la population mondiale (2,1 milliards de personnes) était en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave en 2025, contre 27,1 % en 2024 et 28,7 % en 2020. Cependant, la diminution observée n'a pas été suffisante pour retrouver les niveaux antérieurs à la pandémie.

Une alimentation saine toujours inaccessible pour près d'un tiers de la population mondiale

Le rapport définit une alimentation saine selon quatre principes : elle doit être adéquate, équilibrée, diversifiée et modérée.

Le nombre de personnes qui n'ont pas accès financièrement à une alimentation saine a peut-être diminué dans le monde : il s'établirait à 2,69 milliards de personnes (soit 32,7 % de la population mondiale) en 2025. Le pourcentage le

plus élevé de personnes qui ne peuvent pas se permettre une alimentation saine reste celui de l'Afrique, estimé à 66,6 % en 2025.

Une diversité alimentaire insuffisante et des objectifs nutritionnels hors d'atteinte

La diversité alimentaire reste très limitée. À l'échelle mondiale, seuls 30,8 % des enfants âgés de 6 à 23 mois atteignent le seuil minimal de diversité alimentaire. Cette proportion tombe à 20,5 % en Afrique.

Malgré les quelques chiffres positifs présentés, le rapport indique que le monde n'est sur la bonne voie pour atteindre aucune des sept cibles mondiales relatives à la nutrition à l'horizon 2030. Le retard de croissance et l'émaciation chez les enfants diminuent, tandis que l'allaitement maternel exclusif progresse, mais trop lentement. L'anémie chez les femmes âgées de 15 à 49 ans s'aggrave. L'obésité chez les adultes est passée de 12,1 % en 2012 à 16,2 % en 2024 et pourrait atteindre 18,6 % en 2030.

Les approches universelles en matière de politiques et d'investissement sont foncièrement insuffisantes. Les interventions doivent être calibrées en fonction des contraintes biologiques, logistiques et économiques inhérentes à chaque groupe d'aliments, mais aussi répondre à des priorités régionales particulières.

Pourtant les solutions mises en avant dans ce rapport privilégient le commerce international et les innovations technologiques en vue d'augmenter la productivité au détriment de l'agroécologie (jamais mentionnée explicitement) et du développement des marchés locaux et régionaux. i

> « *Le commerce international, tel qu'il existe aujourd'hui, profite avant tout à une poignée de multinationales du secteur agroalimentaire et perpétue la domination des pays les plus riches, au détriment des populations les plus vulnérables. Pour construire des systèmes alimentaires résilients et durables, il est crucial de réguler le commerce et d'établir des marchés locaux et régionaux solides.* »

Ysé El Bouhali Bouchet,
chargée de plaidoyer Souveraineté alimentaire
au CCFD-Terre Solidaire.

CONSTRUISONS LA PAIX : REFUSONS LA GUERRE ET L'ÉCONOMIE DE GUERRE !

Eric Nemes

Si vis pacem para bellum. *Si tu veux la paix prépare la guerre***.**

Vraiment ?

Face aux dérives de nos gouvernements de droite et d'extrême droite, face à la résurgence des impérialismes étatsunien, russe, chinois,… face à la faiblesse et la mise en cause des organismes des Nations Unies et du Droit International ainsi que de la Cour pénale internationale… cet adage romain, pour le moins paradoxal, est malheureusement de plus en plus souvent cité par nos gouvernants et nos Ministres de la défense (voir les propos de Theo Francken, Ministre belge de la Défense, ou d'officiels français comme le Général Pierre De Villiers ou Fabien Mandon, chef d'état-major des Armées, auditionné par la commission des affaires étrangères et de la Défense du Sénat). S'il est abondamment utilisé par des militaires, des militaristes, des marchands d'armes, c'est qu'il correspond à une vision où la force et la violence l'emportent sur le droit et le dialogue.



© Patrick Chappatte https://www.chappatte.com. Avec l'aimable autorisation de l'auteur

Pour tous ceux qui ont visité l'exposition « Résister à la propagande de guerre » ou ont écouté une des conférences d'Anne Morelli consacrées à ce sujet, préparer la guerre ne peut qu'entraîner le déclenchement de guerres. Après tout, ces armes acquises à grand frais, il faut bien s'en servir.

Chez ATTAC, nous sommes convaincus que si nous voulons la paix il nous faut préparer la PAIX. (*Si vis pacem para pacem*) et nous étions nombreux le dimanche 14 juin à Bruxelles, pour la manifestation internationale « Stop Rearm Europe ».

Une fête bigarrée qui rend un peu d'espoir



Malgré les discours ambiants, cet évènement a été une vraie fête qui a mobilisé quelque 12.000 manifestants. La coalition « Stop Rearm Europe » a réussi à rassembler des manifestants d'associations pratiquant différentes formes de pacifisme : que ce soit des partisans de l'action pacifiste via un équilibre des forces et le respect du droit, de la justice et du dialogue, ou ceux qui suivent une idéologie non violente car ils refusent de tuer par objection de conscience soit religieuse, soit socialiste et internationaliste.

Pour ATTAC, il y avait des représentants d'Italie, d'Espagne, de France, d'Autriche, d'Allemagne ainsi que du CADTM. Plusieurs membres d'ATTAC Belgique ont manifesté tout à l'avant du cortège sous la bannière de l'ULDP (Union liégeoise pour la défense de la paix) « Tout le monde à le droit de vivre en paix ! »

Dans la foule, on trouvait beaucoup d'étudiants sensibilisés par l'augmentation du minerval, des jeunes syndiqués, des militants du PTB, de Groen et des Verts, des gens actifs dans des actions de villes comme Leuven voor Vreede ou l'Action liégeoise pour la Paix. Aussi beaucoup de Palestiniens ou de personnes qui soutiennent le peuple palestinien, des Libanais, et même des Iraniens.

Le cortège était émaillé de banderoles éloquentes comme « Move the money » porté par la Womens International League for Peace and Freedom (elles distribuaient de faux billets de 50€ qui disaient 'Stop funding war Start building peace' avec un QR code invitant à les rejoindre), « They prepare war, we work for peace » de l'International Forum for peace, « Down with imperialism » et beaucoup de drapeaux de la paix… un drapeau aux mêmes couleurs arc-en-ciel que celui du mouvement LGBTQIA+ avec en plus le mot PACE ou PEACE.

L'essentiel des revendication portait sur le contrôle et la réduction des budgets d'armements, qui mettent à mal des postes de dépenses publiques aussi essentielles que l'enseignement, le logement, les transports. (Le sabotage de la sécurité sociale – pensions, allocations, maladie-invalidité – est traité par ailleurs.)

Montrons la force des pacifistes dans chaque ville, chaque pays et dans le monde

À l'occasion de la Journée mondiale pour la paix le lundi 21 septembre, l'Action liégeoise pour la Paix et l'ULDP, ainsi que la Fédération Provinciale des Combattants demandent au Bourgmestre et au Conseil communal de la Ville de Liège de fêter la paix en arborant sur l'hôtel de Ville le drapeau de la paix entre le 21 et le 28 septembre. Ce sera une occasion de sensibiliser les enfants des écoles, notamment, à la nécessité de construire la paix si on veut éviter d'être précipités dans la guerre.

Contrer l'industrie d'armement

La guerre, les guerres, nous sommes bien dedans sans trop le savoir. Deux entreprises situées à Herstal fabriquent des équipements militaires : la FN et Thalès (un département fusées de la multinationale). Un groupe de jeunes militants pacifistes s'est chargé de nous le rappeler le 5 juin dernier : la Fronde Liégeoise Anti-Militariste (FLAM) a bloqué l'entreprise Thalès à Herstal. Il ne s'agissait pas seulement de rappeler la complicité impunie de Thalès dans le génocide en cours en Palestine et de dénoncer le contrat honteux de Thalès avec l'Université de Liège pour rendre des roquettes artificiellement intelligentes, mais de lancer la campagne « Désarmons Liège », qui vise à rassembler les Liégeoix/ses afin de contrer les infrastructures du complexe militaro-industriel présentes sur le territoire liégeois. En marge de toutes les vies broyées par ces guerres, il faut ajouter que le business de la guerre sert aussi à armer la répression intérieure et comporte une dimension écocidaire désastreuse dont il faut prendre conscience. (Repris en partie d'une publication de FLAM sur Facebook).

Nous vous invitons

→ à vous assurer que votre commune arbore le drapeau de la paix et soutient l'opposition à la guerre,
→ à suivre les actions de FLAM et y participer,
→ à assister aux inaugurations de monuments pour la paix et à la commémoration des victimes des derniers conflits et invitons les écoles et les enseignants à préparer ces évènements avec les élèves,
→ à visiter l'abri anti bombardement installé en dessous de la piscine de la Sauvenière, soit seul, soit à une date à convenir, par exemple le 10 novembre

(animation d'ATTAC Liège, une heure de réflexion collective après la visite ; si vous êtes intéressés par cette activité seul ou mieux en groupe, envoyez un mail à info@attacliege.be ou contactez Eric Nemes eric.nemes@gmail.com),

→ **à lire sur la paix :**

1. Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre,* Aden, 2023, 224 p.
2. Saïd Bouamana et Michel Collon, *La Gauche et la guerre. Analyse d'une capitulation idéologique*, InvestigAction, 2019
3. Brigitte Labbé et Michel Puech, *La guerre et la paix,* illustrations de Jacques Azam, édition Milan, 2022, (pour des enfants, mais pas que) « *Il y a des gens sur terre qui veulent la guerre. Et il y en aura sûrement toujours. Mais il y a beaucoup plus de gens qui veulent la paix. La plupart des hommes détestent la guerre et ils ont très bien compris comment construire la paix. Alors qu'est ce qui se passe ? Cela ne suffit pas. Il faut aussi comprendre que le bon jour pour construire la paix, c'est toujours aujourd'hu*i. »

À cette citation de la quatrième de couverture, ajoutons ces mots tirés du journal de guerre d'Abdel Farah (28 juillet) :

« *Les feuilles filtrent le soleil. Chaque rayon qui parvient jusqu'à [deux chats blottis sous un buisson] a perdu sa brûlure. Il ne reste qu'une caresse de lumière, un murmure d'été.*

Kiwi et Sukker savent ce que nous avons oublié : le bonheur tient parfois à quelques centimètres d'ombre, à une terre assez fraîche pour y poser son corps, à la présence silencieuse d'un autre vivant qui partage le même instant.

En les regardant, on comprend que la paix n'est jamais un grand discours. Elle est une respiration lente. Une confiance offerte au monde. Un sommeil sans peur. Un endroit où l'on peut fermer les yeux sans craindre d'être réveillé par la violence. »

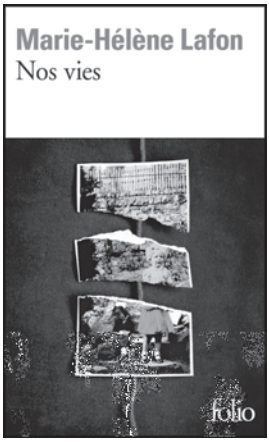
Et ce beau slogan repris par FLAM

LES MURS LES PLUS PUISSANTS TOMBENT PAR LEURS FISSURES

IMAGINER, RACONTER, VIVRE

Compte rendu d'Anne Gras

Marie-Hélène Lafon, ***Nos vies***, Gallimard Folio, 2022, 153 pages



La narratrice, Jeanne Santoire, observe une caissière au supermarché et lui invente une vie en brodant sur ce qu'elle voit. Elle s'appelle Gordana, son physique et son petit accent doivent venir de l'est de l'Europe. Très concentrée sur son travail, elle n'a pas une parole ou un geste inutile. Gordana est jeune et belle ; si elle ne met pas son physique en valeur, c'est qu'elle a des choses plus sérieuses à faire, elle veut s'en sortir, depuis toujours sa vie est dure et précaire. Gordana laisse tomber son portefeuille, Jeanne le ramasse et regarde des photos éparpillées. Elle rend le portefeuille avec les photos. Avec ces nouvelles informations Jeanne continue à imaginer la vie de Gordana. Jeanne repense à son enfance en Auvergne dans l'épicerie de ses parents avec ses trois frères. puis ses études de comptabilité et son travail à Paris. Maintenant qu'elle est retraitée, elle a le temps de s'intéresser au petit monde de son quartier. Elle remarque un homme encore jeune qui fait des courses chaque vendredi matin et qui choisit toujours la caisse de Gordana. Jeanne invente la vie de cet homme, comme elle a inventé les vies des passagers du métro pendant quarante ans et comme elle inventait des histoires pour ses compagnes au pensionnat. Les souvenirs, le présent et l'imagination s'entremêlent. La vie et le caractère de Jeanne se précise. Elle est célibataire et sans enfant, elle n'a jamais souhaiter fonder une famille. Elle se souvient de Karim avec qui elle a vécu puis qui l'a quittée, elle est restée avec son absence. Gordana est toujours assise dans la caisse 4 mais un jour elle doit se lever et marcher. Ces deux admirateurs sont bouleversés par sa démarche. Jeanne suit l'homme à la pharmacie et elle apprend son nom et son histoire familiale. Avec ses nouvelles informations Jeanne brode d'autres chapitres de la rencontre d'Horacio et de Gordana.

Fille d'un couple de paysan du Cantal, Marie-Hélène Lafon est surtout connue pour des romans qui témoignent de la vie en Auvergne et de la fin du monde rural. Ici elle nous raconte ces vies ordinaires dans un style sobre et sensible. La vie au ras du quotidien, tissée de rêves, comme toutes nos vies.

LES RECONFIGURATIONS DU VIVANT

Compte rendu de Christine Pagnoulle

Anna Lowenhaupt Tsing,
Le Champignon de la fin du monde. Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme, traduit de l'anglais par Philippe Pignarre et Fleur Courtois-L'Heureux, La Découverte, 2017, 416 p.



C'est long, mais passionnant parce que combinant réflexions théoriques et expériences sensibles. « Il faut des histoires concrètes pour qu'un concept, quel qu'il soit, prenne vie. » (p. 107). Dans ce livre, l'histoire, c'est la cueillette des champignons matsutakes, très prisés au Japon, mais qui y ont quasi disparu suite à l'urbanisation et aux monocultures. Pourtant par ailleurs, il s'agit bien du « champignon de la fin du monde » : il prospère sur certaines formes d'intervention humaine (les brûlis, par exemple) et c'est la première forme de vie à réapparaître après l'explosion des bombes atomiques à Hiroshima et Nagasaki.

Comme l'explique Isabelle Stengers dans sa préface, ce livre raconte ce qu'il advient de notre monde depuis que les puissants d'Europe occidentale, à partir du XVIe siècle, ont réussi, par le système des plantations, à s'affranchir des caprices de la nature (p. 13), ou du moins ont cru s'en affranchir, car la précarité est intrinsèque à la viabilité, et plus nous recourons à des procédés censés renforcer cette autonomie factice (pesticides, OGM, engrais chimiques…), plus nous augmentons notre vulnérabilité.

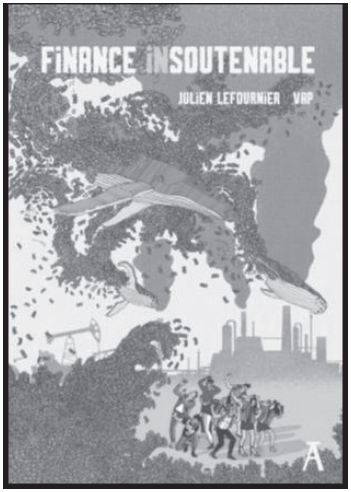
En examinant l'économie qui se crée autour de cette cueillette, l'autrice met en lumière une forme d'accumulation capitaliste par captation et stocks.

Tsing inclut des considérations sociales et ethnographiques, et conclut (même si elle ne veut pas conclure) par une comparaison éclairante entre la marchandisation de ce que produit la terre et la marchandisation de la recherche, qui la rend stérile.

VISITE GUIDÉE : COMMENT LA FINANCE DÉTRUIT NOTRE PLANÈTE

Compte rendu de Christine Pagnoulle

Julien Lefournier et VAP, ***Finance insoutenable***, Les éditions de l'Atelier, 2026, 142 pages. BD.



Le parcours de cette conférence itinérante (et imaginaire) est divisé en trois parties et un épilogue. En intermèdes, des conversations entre deux vieux amis, le scénariste et le dessinateur, se terminant par l'invitation à partager, faire connaître, faire comprendre.

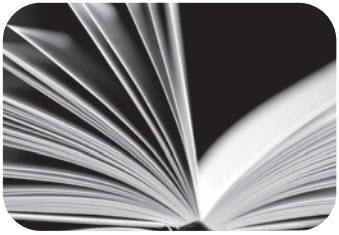
La première partie explique le fonctionnement complexe de la finance. Non, dans notre système, la finance ce n'est pas utiliser l'épargne des uns pour prêter à d'autres. Il s'agit toujours de faire fructifier l'argent ; de plus l'argent d'un prêt accordé est créé par la transaction. Au premier niveau de la finance, qui comprend les actions en bourse, les fonds de pensions, les obligations d'État, il faut ajouter depuis une vingtaine d'années les gestionnaires d'actifs comme BlackRock, dont la devise est de maximiser le rendement en minimisant les risques.

La deuxième partie présente l'urgence de prendre des mesures pour sauver ce qui peut l'être de la biodiversité et de l'habitabilité de la Terre et la façon dont, au contraire, les grands acteurs de la finance soutiennent des décisions qui accélèrent la destruction du vivant. Au niveau des entreprises, la BD souligne l'importance de changer la comptabilité et de prendre en compte le social et la nature (voir Jacques Richard et Alexandre Rombaud) et l'écart tragique entre l'horizon à court, voire à très court terme où se prennent les décisions et l'horizon à moyen ou long terme qui permet de préserver la vie.

La troisième partie se déroule pendant une manifestation en Auvergne contre un projet de super-méga-bassine. Non, il ne suffit pas de fournir des informations correctes aux entreprises, ou aux fonds de pensions, pour les voir prendre des décisions en fonction du bien commun à long terme. Le guide de cet 'autre cheminement' démontre comment les trois aspects de la finance durable, selon la définition de la Banque de France (finance solidaire, finance socialement res-

ponsable et finance verte) relèvent de l'écoblanchiment. Au passage, il mentionne les Quakers, ce groupe de dissidents religieux qui maintiennent depuis plusieurs siècles de hautes exigences morales : ils ont lutté contre l'esclavage, ils n'investissent dans aucun secteur nuisible. Ce sont des positions admirables mais qui restent individuelles et ne nous permettent pas de sortir de la machine de mort.

L'épilogue se présente sous forme d'une conférence exposant à quel point le capitalisme, et particulièrement le capitalisme financier, est incompatible avec une perspective durable et se termine par l'exhortation « Alors osons imaginer la fin du capitalisme financier plutôt que la fin du monde. »



ATTAC LIÈGE PROPOSE

Barricade, rue Pierreuse, 19-21

Jeudi 17 septembre à 19h

GROUPE DE LECTURE *RONDE DE LIVRE*

Arnaud Orain, *Le Monde confisqué. Essai sur le capitalisme de la finitude XVIe –XXIe siècles*, Flammarion, 2025, 368 p.

Marlène Benquet, *La Finance aux extrêmes. Enquête sur le capitalisme autoritaire en France*, La Découverte, 2026, 251 p.

Olivier Hamant, Olivier Charbonnier et Sandra Enlart, *L'Entreprise robuste : Pour une alternative à la performance*, Odile Jacob, février 2025, 256 p.

Anna Lowenhaupt Tsing, *Le Champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme,* traduit de l'anglais par Philippe Pignarre, La découverte / Les Empêcheurs de penser en rond, 2017, 416 p. 26 €.

Andrew H. Knoll, *Une brève histoire de la terre. Quatre milliards d'années en huit chapitres*, traduit de l'anglais par Corinne Smith, Les Liens qui Libèrent, 2025, 215 p.

Frédéric Lordon, *Figures du communisme*, La Fabrique, 2021, 271 p.

Bernard Friot et Frédéric Lordon, *En travail. Conversations sur le communisme,* La dispute, 2021, 289 p.

Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La Lenteur, 2021, 218 p.

www.attacliege.be | info@attacliege.be

avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Attac Liège & le Léonardo da Vinci proposent
Au cercle Leonardo da Vinci
Rue Cockerill, 86 à Seraing

Samedi 26 septembre à 10h

MANIPULATION DE L'HISTOIRE

UNE MENACE POUR LA DÉMOCRATIE

Conférence-débat avec **Micheline ZANATTA**
historienne à l'IHOES



info@attacliege.be - angelo.s@hotmail.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



L'Albanie, on n'en parle guère, ou alors pour mentionner l'accord avec l'Italie concernant un camp de migrants, mais là ces derniers mois, la population se soulève contre des projets immobiliers barnumesques initiés par la fille de Donald Trump et son mari et soutenus par le gouvernement, des expropriations qui détruiraient des zones naturelles protégées, refuge des flamants roses lors de leur migration. Au-delà de cette légitime indignation, les manifestants dénoncent les privatisations et la corruption qui les favorise.

Tran To Nga, une octogénaire vietnamienne victime de l'agent Orange, mène depuis douze ans, au nom de millions d'autres victimes, une bataille juridique contre 14 géants de l'industrie chimique, dont Bayer Monsanto. La plainte a été retoquée en première instance et en appel (ces firmes n'auraient fait que répondr à une commande du gouvernement US) ; c'est maintenant à la cour de cassation à se prononcer.

Saisi par des associations environnementales et la Ville de Paris, le tribunal judiciaire de Paris **condamne TotalEnergies** pour manquement à son devoir de vigilance climatique. Les juges retiennent une conception large du périmètre du devoir de vigilance climatique, qui s'étend non seulement aux émissions directes de l'entreprise (dites de scope 1 et 2) mais également aux émissions résultant de l'utilisation de ses produits (dites de scope 3).

Alors que l'Arcom (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique) a sanctionné **CNews** pour ses manquements répétés aux règles du pluralisme, la chaîne de Vincent Bolloré a été définitivement condamnée, mardi 23 juin, pour diffamation envers la députée La France insoumise (LFI) Danièle Obono.

Agora des habitants de la Terre

ATTAC Liège continue à relayer et soutenir les positions de ce groupe international qui réfléchit à notre avenir. Dans un texte récent, Riccardo Petrella souligne à quel point l'Union européenne est au service des oligarchies (financière, technologique, agroalimentaire, pharmaceutique, pétrochimique…) et met en place des politiques d'extrême-droite (démantèlement des droits sociaux, chasse aux immigrés, contrôle généralisé, réarmement, privatisations tous azimuts y compris de l'eau et du vivant), sous la coupe de grosses sociétés états-uniennes comme Palantir, un groupe de technologie du contrôle et de l'armement fondé par Thiel et Karp (palantir est le nom d'une pierre qui permet de voir l'avenir dans l'œuvre de Tolkien). Là où Palantir explique sans complexe que le pouvoir revient de droit à ceux qui fabriquent la connaissance, que l'État doit être à leur service, de même que les populations, qui n'ont nul besoin de démocratie mais doivent être prêtes à se battre puisque la guerre entre les nouveaux seigneurs fait partie de l'ordre des choses, le texte de Petrella, à la suite du *Rapport 2026 des Nations Unies sur les Objectifs de Développement Durable*, rappelle que la première condition de notre survie est l'arrêt des guerres. L'obstacle principal à une gestion publique planétaire des biens communs (dont l'eau, l'air, les sols, la connaissance) est la brevetabilité privée du vivant, introduite par la Cour Suprême des États-Unis dès 1980, qui n'a fait que s'étendre depuis et est maintenant avalisée par une décision des Nations Unies. La Vie n'est pas une marchandise.

Les combats d'*Occupons le terrain* et de *Canopea* pour préserver et restaurer le couvert végétal sont évidemment les nôtres. Chaque bosquet, chaque servitude, chaque marigot méritent d'être protégés.
https://occuponsleterrain.be/

Mention spéciale pour la « *chronique outrée mais courtoise » l'Épine*.
https://www.canopea.be/lepine-episode-12/

Un droit de séjour pour toutes ! Stop aux déportations !

Pas plus que les centres fermés pour étrangers, nous ne pouvons accepter la légalisation des visites au domicile de personnes qui pourraient héberger des migrants, ni la directive européenne qui officialise la déportation d'immigrés vers des centres-prisons dans des pays tiers.

Au lendemain du tragique décès du jeune Guinéen Lounceny Camara (qui s'était vu refuser une nouvelle fois un titre de séjour après huit mois passés à Vottem, loin de ses deux jeunes enfants), nous soutenons plus que jamais le **CRACPE** et la **Voix des Sans-Papiers.**

Rencontres d'automne du CADTM

Un rendez-vous à ne pas manquer !
Une superbe affiche (dans les deux sens du terme).
Inscrivons-nous sans tarder : https://s.42l.fr/attac_126_06



SOUTENIR ATTAC

Ça fait du lien là où ça passe

REJOIGNEZ-NOUS

dans nos actions, nos rencontres, nos formations.

Renouvelez votre soutien financier

(à partir de 20 euros / an pour qui jouit de rentrées financières décentes et de 10 euros / an pour les revenus riquiquis)

Ensemble, changons les rapports de force.

Compte Triodos : BE02 5231 4086 9640

www.attacliege.be
info@liege.attac.be
Rue du Plope, 184 – 4041 HERSTAL

CONNAISSEZ-VOUS LE LEGS EN DUO ?

Le legs en duo est une technique qui consiste - lorsqu'un testateur laisse comme héritiers des personnes éloignées et donc fortement taxées - à léguer une partie importante de son patrimoine à une association [...], faiblement taxée en droits de succession, à charge pour celle-ci de payer la totalité des droits de succession en bénéficiant d'une petite partie du legs en plus des héritiers choisis ; ceux-ci ne payant pas de taxes, ils reçoivent davantage.

Si cela vous intéresse, contactez-nous.

ADHÉREZ À ATTAC



AGENDA

Mardi 29 septembre, 19 h 30

Rencontre autour de la lutte des enseignant·es
Barricade, rue Pierreuse,19-21 à 4000 Liège

Mardi 6 octobre

participation à la journée sur les intelligences collectives organisée par la coalition santé

Vendredi 9 octobre 17 h au dimanche 11 octobre 13 h

Rencontres d'automne du CADTM
Auberge Simenon

Dimanche 11 octobre 14 h

Manifestation Climat
Bruxelles

Jeudi 15 octobre 19 h

Daniel Puissant *Le fantasme de l'assistanat*
Barricade, rue Pierreuse,19-21 à 4000 Liège

Samedi 31 octobre, 10 h

Micheline Zanatta (historienne, IHOES) débat sur le technofascisme
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill,86 à 4100 Seraing

Mardi 10 novembre

Visite de l'abri anti-aérien en dessous de la piscine de la Sauvenière, suivie d'un atelier de réflexion

Samedi 14 novembre, 10 h

Contre sécheresses et pénuries d'eau, l'hydrologie régénérative ?
Sarah Smet (Gembloux) sur l'hydrologie régénérative
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill,86 à 4100 Seraing

Vendredi 4 décembre

projection-débat des documentaires palestiniens *From Ground Zero,*
en partenariat avec le CADTM et le CPCR

Samedi 12 décembre, 10 h

Caroline Ziane sur les arbres et les forêts
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill,86 à 4100 Seraing.

AGENDA (PREMIÈRE PARTIE)

Jeudi 10 septembre, 19 h

Dernière réunion du cycle liégeois d'auto-défense financière féminine, avec Financité et La Ligue des Familles
La Menuiserie, rue de l'Académie,

Jeudi 17 septembre, 19h

Groupe de lecture collective. Ronde de livres
Barricade, rue Pierreuse,19-21 à 4000 Liège

Lundi 21 septembre, journée de la paix

réunion du Conseil communal,
demande que Liège arbore le drapeau de la paix

Mardi 22 septembre, 19 h

Soirée de reprise. Moyens alloués à la protection du territoire (sapeurs-pompiers, Protection civile...)
Barricade, rue Pierreuse,19-21 à 4000 Liège

Samedi 26 septembre, 10 h

Micheline Zanatta (historienne, IHOES) sur les falsifications de l'histoire
Cercle Leonardo da Vinci, rue Cockerill,86 à 4100 Seraing

SOMMAIRE

Édito	2	CR Lafon, *Nos Vies*	22
Assistanat	4	CR *Singh Le Champignon ...*	23
DNF	7	CR *Finance insoutenable*	24
Sécurité sociale	9	Annonces	25
ATTAC à Vienne	12	Bonnes nouvelles	27
Jeux	14	Luttes communes	28
Alimentation	16	Soutien	30
Paix !	18	Agenda	32



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Impression I Print Up Esneux — www.scribus.net. /
Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles